BERLIN L'ENCHANTEUR FACE À LA PUISSANCE DE L'EMPIRE

Deux ou trois choses que Merkel sait de Daesh

Depuis presque deux ans, l'Allemagne est ciblée par plusieurs affaires, d'apparence contradictoires, mais, pour peu qu'on prenne la peine de les analyser froidement, présentent une source d'inspiration commune.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Des journalistes américains indépendants de la presse écrite new-yorkaise apportent des bribes de réponses. L'un d'eux du *The Independent*, écrit que l'Allemagne détient des preuves formelles et accablantes que l'Arabie Saoudite est impliquée dans l'affaire Daesh.

Le journaliste précise même que Riyad a été à l'avant-garde de la promotion puis la mise sur le marché de l'organisation criminelle.

Selon un article très fouillé et plein de faits significatifs (déclarations d'ex-responsables sécuritaires américains, confidences d'envoyés spéciaux de médias lourds sur le terrain et révélations d'ex-otages occidentaux), tout mène vers l'Arabie Saoudite concernant Daesh. De cela, la chancelière Merkel en a soufflé quelques mots à ses pairs européens, du moins aux plus importants d'entre eux, la France et l'Angleterre, notamment. Si David Cameron a été sensible aux arguments allemands, il n'en a pas été de même pour François Hollande, qui a toujours nié la responsabilité saoudienne dans le financement, l'armement et l'orientation du «Tandhim».

La chancelière allemande aurait, selon des indiscrétions corroborées par des fuites organisées à Bruxelles, exigé des Français qu'ils diminuent de leurs ventes d'armes au royaume des Al Saoud, ou à tout le moins, d'imposer des clauses dans ces transactions.

François Hollande acquiesce lors d'un sommet des 28 et donne satisfaction aux doléances allemandes, mais ni son ministre des Affaires étrangères, ni celui de la Défense n'ont été instruits de cette nouvelle donne et tout continue comme si de rien n'était. Berlin tape, alors, fort sur la table et

Photo : DR

La chancelière allemande Angela Merkel.

impose le débat en Europe. Si tant est que des pays vendeurs d'armes comme la Belgique s'obligent à se déterminer sur la question. En effet, d'importants ministres dans le fédéral du royaume de Philippe et de sa charmante épouse Mathilde, se positionnent clairement contre la vente d'armes à l'Arabie Saoudite.

Ce qui crée la confusion et une mini-crise, les Wallons (francophones) ont dès lors l'impression que c'est une autre fourberie flamande étant donné que la principale industrie d'armement se trouve, précisément, en Wallonie.

Pour autant, Berlin n'est pas enchanté par cette si faible évolution. Mme Merkel voulant des attitudes fermes de la France et du Royaume-Uni, en l'occurrence. Pas dupes, néanmoins, les Allemands ! Ils savent que ni les Français, ni les Britanniques ne sont maîtres, seuls, d'une telle décision qui, en définitive, se prend sinon avec l'aval américain, du moins avec leur consentement.

L'Union européenne que l'Allemagne tire péniblement, pâtit de ces contradictions majeures. Depuis quelque temps, l'UE est devenue une coquille vide et ses sommets ressemblent de plus en plus, hélas, à ceux de la tristement célèbre Ligue des Etats arabes. Aujourd'hui, l'Europe est plus que jamais divisée sur des questions majeures. L'Allemagne se rapproche de la Russie, le Royaume-Uni fidèle à son histoire pro-américaine et la France de Hollande qui balance par-dessus bord son héritage gaulliste sans être, pour autant, reconnue comme vassal à part entière des USA, ce grade étant, depuis belle lurette, attribué à Londres. Ah, la Perfide Albion !

Les complots contre l'Allemagne se multiplient, bizarrement. Violences sexuelles la nuit du nouvel an, s'interprétant comme une vengeance contre Merkel qui a osé accueillir plus d'un million de réfugiés, pour la plupart Syriens, montée aussi louche que rapide de groupes d'extrême-droite se proclamant ouvertement du nazisme et campagne anti-allemande en France aussi pernicieuse que hideuse.

L'attentat de la Mosquée Bleue en Turquie n'a, curieusement, visé que des touristes allemands, comme si quelque part, dans un laboratoire, on voulait encore incendier les relations turco-allemandes, déjà très compliquées.

A. M.

LIBYE

La méfiance domine entre la France et l'Italie

Méfiance et incompréhension semblent dominer les rapports entre la France et l'Italie quant à la façon de traiter au mieux le chaos en Libye, selon des experts.

L'Italie, ancienne puissance coloniale, est prête à prendre, sous conditions, la tête d'une opération internationale, mais le ministre des Affaires étrangères, Paolo Gentiloni, a prévenu qu'une opération militaire, aussi brillante soit-elle, ne pouvait à elle seule remettre de l'ordre dans le pays.

Il l'a réaffirmé hier au quotidien français *Le Figaro* : dans la phase actuelle, une intervention militaire n'est pas possible. «Ce serait même une très grave erreur.»

La France ne partage pas nécessairement ce point de vue. Le Premier ministre français, Manuel Valls, le rappelait encore en décembre : il faut «combattre et écraser» l'organisation Etat islamique (EI) «en Syrie, en Irak et demain, sans doute, en Libye». Et c'est bien cette volonté d'en découdre qui inquiète les Italiens.

La presse s'est fait l'écho cette semaine d'un «raid» aérien français contre des positions de l'EI près de Syrte, en Libye, y voyant la preuve que les Français n'attendraient pas éternellement la formation d'un gouvernement unitaire dans ce pays, en proie au chaos depuis la révolte ayant emporté Mouammar Kadhafi en 2011.

Le ministère français de la Défense a immédiatement démenti un quelconque raid, mais les milieux gouvernementaux italiens restent inquiets. «Si nous devions intervenir contre le terrorisme, nous voudrions le faire à la demande d'un gouvernement libyen, pour le soutenir», a réaffirmé hier M. Gentiloni. Du bout des lèvres, le chef de la diplomatie italienne a toutefois envisagé hier la possibilité d'une coalition internationale en Libye, comme celle à l'œuvre en Syrie, faute d'accord «dans quelques mois» sur un gouvernement unitaire. L'Italie se méfie de l'empressement français à agir en Libye, et certains éditorialistes évoquent un but caché des Français : prendre des positions de force dans le secteur de l'énergie en Libye, au risque de répéter les erreurs de 2011 ayant conduit à l'anarchie actuelle. «Paranoïa italienne», rétorque Jean-Pierre Nardis, expert des questions de défense auprès de l'Institut des Affaires étrangères à Rome, interrogé par l'AFP. Pour ce spécialiste des relations franco-italiennes, il s'agit d'un «malentendu» entre les deux pays né de l'intervention franco-britannique de 2011, qui n'a jamais été réellement comprise.

Un «malentendu»

Ce «malentendu» est aujourd'hui exacerbé par le silence opposé par le gouvernement de Matteo Renzi aux demandes de soutien militaire exprimées par le Président français François Hollande après les attentats meurtriers à Paris en novembre.

L'Italie, volontiers pacifiste, rechigne à faire la guerre, comme l'affirme d'ailleurs officiellement sa Constitution. Elle est persuadée, comme ne manque jamais de le rappeler M. Gentiloni, que le recours aux armes ne règle rien, privilégiant une approche politique et diplomatique.

Des sources proches du gouvernement italien, citées par les médias, ont ainsi démenti cette semaine toute éventualité de frappes aériennes contre l'EI, qui auraient été décidées lors d'un conseil restreint sur la Libye.

Sollicités par l'AFP, la présidence du Conseil et le ministère des Affaires étrangères ont refusé de s'exprimer.

Alors que des rassemblements d'ampleur sont prévus à Rome tout au long de l'année sainte décrétée par le pape François, l'Italie, jusqu'à présent préservée, redoute un attentat terroriste sur son sol.

Plusieurs journaux italiens ont relayé jeudi des menaces proférées par Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) : «L'Italie romaine a occupé Tripoli», les «envahisseurs» italiens s'en mordront les doigts, affirme le numéro deux d'Aqmi, Abu Ubaydah Yusuf al-Anabgli, cité par une agence mauritanienne. La prudence italienne est aussi confortée par les expériences passées en matière d'intervention militaire, en Libye, mais aussi en Irak où «on continue à en payer le prix», selon M. Gentiloni.

Mais elle a aussi «refroidi» la relation entre la France et l'Italie, remarque M. Darnis.

Une réunion de la coalition anti-Daesh, prévue début février à Rome, pourrait permettre de la réchauffer. Et le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, doit recevoir la semaine prochaine à Paris son homologue italienne Roberta Pinotti.

LES ATTENTATS DE JAKARTA

L'émergence d'un groupuscule de l'EI en Asie du Sud-Est

Les attaques meurtrières de Jakarta sans doute inspirées des attentats de Paris mettent en exergue un groupuscule d'Asie du Sud-Est lié à l'organisation Etat islamique (EI) et constituent une nouvelle preuve de l'extension des cellules djihadistes de l'EI à travers le monde, selon des experts.

Sous pression croissante des bombardements de la coalition menée par les Etats-Unis sur les territoires qu'il contrôle en Irak et en Syrie, le groupe djihadiste étend ses tentacules à de nouvelles régions.

L'organisation, qui a déjà des cellules en Libye et au Nigeria, cherche à s'établir dans d'autres pays comme le Yémen, la Somalie et l'Afghanistan, utilisant ses méthodes ultra-violentes pour attirer des combattants déçus par d'autres groupes djihadistes comme les talibans.

L'EI a revendiqué les attentats suicides et attaques sanglantes jeudi dans le centre de la capitale indonésienne — qui ont fait deux victimes civiles tandis que les assaillants ont été tués — et semble ainsi s'implanter en Asie du Sud-Est.

«L'EI change de stratégie», a déclaré le chef de la police de Jakarta, Tito Karnavian, ancien directeur du département de lutte contre le terrorisme.

«L'organisation établit des antennes de l'EI à travers le monde — en France, en Europe, Afrique, Turquie ainsi qu'en Asie du Sud-Est», a-t-il déclaré à des journalistes cette semaine.

La police indonésienne a pointé du doigt Katibah Nusantara, un groupuscule de militants djihadistes de l'EI parlant le malais et combattant en Syrie.

Alors qu'il n'y a eu jusqu'ici aucune revendication directe de Katibah Nusantara, ce groupuscule a pour objectif de créer un califat en Asie du Sud-Est, estiment des experts.

«Elément actif»

Les combattants de ce groupuscule, avant tout d'Indonésie et de Malaisie, unis à travers des langues et cultures partagées, ont gagné en importance en 2015, après s'être distingués sur les terrains de combat en Syrie et en Irak, aidant l'EI à prendre le contrôle de territoires dans ces deux pays du Proche-Orient.

Ces succès ont été un coup de publicité pour l'EI, qui leur a rendu hommage en termes glorieux via les réseaux sociaux en malais, cherchant à s'adresser à des candidats au djihad dans la région.

La police indonésienne a désigné Katibah Nusantara, dirigé par Bahrun Naim, un militant qui se trouverait en Syrie et est accusé d'avoir orchestré les attentats de jeudi en donnant des instructions à des militants en Asie du Sud-Est.

Il a été décrit dans certains médias comme un ex-employé de café internet.

Des analystes observent qu'il a été brièvement en prison en Indonésie pour son implication présumée dans des faits de terrorisme, et lié à d'autres groupes extrémistes par le passé.

«C'est un élément actif», explique Liow Chin Yon, expert de l'islam à l'Ecole Rajaratnam d'études internationales à Singapour.

«Il a un site web qui célèbre l'EI et ses succès, et plus spécifiquement, il a célébré les attentats de Paris», ajoute-t-il.

Ils «voient plus grand»

L'Indonésie a été visée par plusieurs attentats de grande ampleur perpétrés par des extrémistes islamistes entre 2000 et 2009, mais d'importantes mesures de répression ont par la suite permis d'affaiblir les réseaux extrémistes.

Si Katibah est responsable, ces attentats marqueront sa première attaque d'ampleur dans son pays et constituera un défi pour les autorités indonésiennes qui devront une nouvelle fois tenter de repousser la menace

extrémiste. «L'un des éléments salvateurs de l'Indonésie ces cinq dernières années est que les terroristes locaux ont vu petit», a souligné Sidney Jones, experte en terrorisme régional, dans une récente analyse sur Katibah Nusantara.

«Bahrun Naim et certains de ses amis voient plus grand», ajoute-t-elle.

Certains combattants d'Asie du Sud-Est sont revenus du Proche-Orient très déçus après s'être vu accorder peu de respect ou de responsabilité, observent des analystes.

Mais la langue et la culture communes de Katibah Nusantara pourraient donner lieu à de nouvelles attaques coordonnées en Asie du Sud-Est et multiplier les recrues de combattants en Syrie, selon des experts.

Pour Joseph Liow Chin Yon, «l'EI est très sophistiqué et professionnel dans son militantisme dans tous les sens du terme. Il paraît vraiment capable de captiver l'imagination de nombreux musulmans dans cette partie du monde».